

Convention collective régionale

IDCC : 1139. – **INDUSTRIES DE LA MÉTALLURGIE
DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
ET RÉGIONS LIMITROPHES**
(9 juillet 1981)

AVENANT DU 30 JUIN 2006
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS EFFECTIVES GARANTIES
À PARTIR DE L'ANNÉE 2006
NOR : *ASET0650873M*
IDCC : 1139

Entre :

La chambre syndicale des industries métallurgiques des Pyrénées-Atlantiques et régions limitrophes, dénommée UIMM Adour Atlantique,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

Conformément aux dispositions légales relatives à la négociation collective, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1^{er}

Le présent accord se réfère aux dispositions de l'accord national modifié du 21 juillet 1975 sur la classification et à l'accord national du 13 juillet 1983, modifié par l'avenant du 17 janvier 1991.

Conclu ce jour, le présent accord fixe le barème applicable à partir de l'année 2006.

Article 2

Le barème des rémunérations effectives garanties instauré conformément aux dispositions de l'article 3 de l'accord national du 13 juillet 1983, modifié par l'accord national du 17 janvier 1991, est majoré.

Ces rémunérations effectives garanties, établies pour chacun des divers échelons ou coefficients de la classification découlant de l'accord national du 21 juillet 1975 modifié, ne servent pas de base au calcul de la prime d'ancienneté, elles ne font pas l'objet des majorations de 5 % et 7 % réservées aux ouvriers et aux agents de maîtrise d'atelier.

Les valeurs portées sur le barème ci-joint des rémunérations effectives garanties sont fixées pour une durée hebdomadaire de travail effectif de 35 heures. Elles devront être adaptées en fonction de l'horaire de travail effectif et donc, le cas échéant, supporter les majorations légales pour heures supplémentaires.

Les rémunérations effectives garanties figurant sur le barème ci-joint font l'objet d'un calcul *pro rata temporis* dans les situations suivantes intervenant en cours d'année :

- embauche ou départ de l'entreprise ;
- suspension du contrat de travail ;
- promotion.

Article 3

Ce barème ne s'applique pas aux travailleurs à domicile.

Article 4

Les garanties territoriales de rémunération effective étant fixées pour la durée légale du travail, leurs montants devront être adaptés en fonction de l'horaire de travail effectif.

Pour l'application de ces garanties, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments annuels bruts de salaires quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit de toutes les sommes brutes figurant sur le bulletin de paye et supportant des cotisations en vertu de la législation de sécurité sociale, à l'exception de chacun des éléments suivants :

- prime d'ancienneté et majorations pour travail en équipe, travail du dimanche et travail de nuit, telles que fixées par la convention collective des industries métallurgiques des Pyrénées-Atlantiques et régions limitrophes ;
- heures supplémentaires ;
- primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole ;
- sommes attribuées dans le cadre d'accords d'intéressement et/ou de participation et n'ayant pas le caractère de salaire ;
- remboursements de frais ne supportant pas de cotisations en vertu de la législation de sécurité sociale.

Article 5

Au cas où il apparaîtrait qu'un salarié aurait perçu une rémunération annuelle brute inférieure à la rémunération effective garantie correspondant au classement de son emploi, et telle que définie à l'article 4 ci-dessus, l'employeur versera un complément annuel de rémunération au plus tard lors de la paie afférente au mois de janvier 2007.

L'employeur informera le comité d'établissement ou, à défaut, les délégués du personnel du nombre de salariés ayant bénéficié d'un apurement de fin d'année. Les mêmes éléments d'information seront communiqués aux délégués syndicaux des organisations syndicales signataires de l'accord territorial instaurant le barème des rémunérations effectives garanties.

Article 6

Le présent accord est établi en nombre suffisant d'exemplaires originaux pour être remis à chacune des parties contractantes et pour le dépôt auprès des services centraux du ministère chargé du travail, à la direction des relations du travail ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes, dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

Fait à Pau, le 30 juin 2006.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Rémunérations effectives garanties annuelles à partir de l'année 2006

*Barème sur la base de 151,67 heures
pour un horaire de travail effectif de 35 heures*

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	REG 2006
I	1	140	14 833
	2	145	14 836
	3	155	14 837
II	1	170	14 968
	2	180	15 024
	3	190	15 136
III	1	215	15 310
	2	225	15 450
	3	240	16 358
IV	1	255	17 133
	2	270	17 841
	3	285	18 716
V	1	305	20 394
	2	335	22 496
	3	365	25 760
		395	27 803